

Se réappropriier l'espace

Il y a exactement dix ans, à l'été 2014, j'écrivais dans *Frictions* « L'espace de cette ville n'est plus qu'une possibilité accrue de capitalisation. Ce qui doit donc s'afficher, ce n'est pas la vie, mais sa représentation. Le nombre de lieux de diffusion, les ouvertures récentes et très médiatiques de lieux comme le 104 ou la Gaîté Lyrique, et tout récemment le Carreau du Temple, en sont le symptôme. » Dix ans en arrière, même si la marche était déjà engagée, je n'avais pas encore identifié que cette capitalisation allait prendre la forme d'un rouleau compresseur économique, englobant dans un même sac urbanisme transitoire, économie sociale et solidaire, quelques miettes de politique culturelle et tiers-lieux. Un tas de concepts plus ou moins contestables, qui n'ont finalement de commun que la précarité dans laquelle ils sont maintenus, et, tout comme on propose aux enfants du même âge de jouer ensemble – « Regarde, il a le même âge que toi, vous allez vous entendre » –, les précaires se retrouvent à « jouer ensemble » quand ils ne jouent pas les uns contre les autres.

La question de l'espace, qui était déjà critique en 2014, a pris une toute autre dimension en dix ans. Le marché du foncier côtoie les sommets, chaque centimètre carré des grosses métropoles est sujet à une spéculation effrénée. On aurait aimé croire que ce traitement mortifère était réservé à Paris et sa proche banlieue, mais, comme souvent, ce qui est testé dans la capitale finit par se répandre résistiblement un peu partout en France. Plusieurs phénomènes concordant ont mené à cette « prise d'espace » démesurée. Parmi ceux-ci, on peut citer Jean-Louis Missika, qui, en 2019, alors adjoint à l'urbanisme de la Maire de Paris, promeut l'urbanisme transitoire, crée une première « charte pour le développement de l'urbanisme transitoire » à Paris, lance « Réinventer Paris » pour céder du patrimoine parisien... Son enthousiasme vis-à-vis de ce nouvel eldorado immobilier est sans limites, à tel point qu'il rejoint Novaxia et Gecina, deux gros groupes immobiliers, à l'issue de son mandat (il est condamné pour conflits d'intérêt en 2024). On peut également citer l'émergence de Plateau urbain, qui est certes créé plus tôt mais qui prend toute son ampleur en 2015 avec le projet Les Grands voisins sur l'ancien site de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul dans le 14^e arrondissement. Sur ce site, la gérance est partagée avec Yes We Camp, autre acteur, basé à Marseille, devenu incontournable qui aide « à opérer une bascule d'attitude, pour permettre à chacun·e de devenir "coproducteur·trice local·e" de services quotidiens » et Aurore, une des plus grosses associations œuvrant dans le social en région parisienne. On peut en citer bien d'autres, de ces acteurs, chacun ayant ses spécificités, et tous se partageant le gros gâteau de l'immobilier événementielle ou transitoire (ou encore intercalaire, « soyons pirates ! » disait Anne Hidalgo pour annoncer son programme culturel en 2013). Ground Control, La Cité fertile, Césure gérés par Sinny & Ooko, Cultplace, Plateau urbain, le groupe SOS, etc., et derrière eux des financeurs angéliques tels que les fondations de Vinci, BNP Paribas, Veolia...¹

Cette marchandisation de l'espace prend la forme d'une occupation totale. Tout ce qui pourrait laisser place à des mauvaises herbes est désormais investi et rentabilisé, que ce soit monétairement ou en termes de communication. Et comme les projets montés reposent essentiellement sur des occupations « transitoires », ils se doivent d'être efficaces, très rapidement efficaces. Ainsi, que leur modèle économique se veuille vertueux, comme le Consulat, ou qu'il soit fondé sur des apports de fondations dont les sociétés-mère produisent les nuisances vaguement dénoncées dans les plaquettes

¹ Pour entrer dans le détail de ces structures, on peut lire le très bon article de Mickaël Correia, « L'envers des friches culturelles. Quand l'attelage public-privé fabrique la gentrification » dans la *revue du Crieur*, n° 11, 2018 ; et les articles du Chiffon n° 4, publiés sous forme de brochure « Tiers-lieux, comment le capitalisme domestique ses détracteurs », disponible à la criée, dans certains lieux et librairies et sur le site chiffon.fr

de ces mêmes lieux, le résultat tend à être le même : une vitrine, facilement identifiable comme « alternative » (alternative à quoi, personne ne saurait le dire), qui promeut des valeurs plus ou moins écologiques, sociales, solidaires, vertueuses, jamais trop radicales, auxquelles ceux et celles ayant le sentiment d'appartenir à une gauche progressiste peuvent s'identifier. Dans tous ces lieux, il y a des bars et des artistes, qui louent parfois des ateliers ou des salles de répétition, ou viennent jouer un concert à bas prix. Ce sont des endroits où l'on peut recréer le fantasme d'une sociabilité neutre et dépourvue d'aspérités : boire une bière en regardant une performance, entouré de gens qui nous ressemblent, qui ne nous font pas violence.

Pour expliquer ce que sont les tiers-lieux, concept on ne peut plus difficile à cerner quand on regarde la réalité des lieux qu'il recouvre, il est d'usage de faire référence à Ray Oldenburg, sociologue de l'urbanisme états-unien, décédé en 2022 et à son livre *The Great Good Place: Cafes, Coffee Shops, Community Centers, Beauty Parlors, General Stores, Bars, Hangouts, and How They Get You Through the Day*. Il y est question d'un troisième type de lieux, entre le lieu du travail et celui du foyer, un lieu dans lequel les Nord-Américains pouvaient encore faire l'expérience d'une sociabilité vue comme positive par l'auteur, avant que les banlieues résidentielles américaines ne laissent plus place à ces « tiers-lieux » qu'auraient été les cafés, coiffeurs et autres espaces de l'entre-deux. Si certains aspects de l'analyse d'Oldenburg sont intéressants, la création même de son concept est problématique par bien des aspects, le premier étant le postulat qu'il existerait une catégorie englobant l'ensemble des lieux plus « neutres », c'est-à-dire non attachés à la sphère productive (le travail) ou à la sphère reproductive (le foyer). Cette première affirmation se fonde déjà sur deux présupposés : le monde serait naturellement divisé entre le travail et le foyer, le reste étant amalgamé sauvagement dans une seule catégorie « tiers-lieux » ; il existerait des lieux « neutres » où les gens peuvent se rassembler, affirmation étrangement portée par un homme faisant partie de toutes les catégories dominantes du capitalisme. On voit bien alors pourquoi les tiers-lieux demeurent aujourd'hui cette catégorie d'un flou artistique permettant à tout un chacun, de la tutelle politique à l'entrepreneur peu scrupuleux, de s'en saisir. Le tiers-lieu ne remet pas en cause la division de la société en production/reproduction, il vient même confirmer ces deux catégories dans leurs statuts dominants jusque dans son nom, « tiers-lieu » (*Third places*), comme tiers-monde ou tiers-état, qui part du principe qu'il y a deux catégories légitimes, et une troisième dans laquelle on remise tout ce qui ne vaut pas la peine d'être défini.

Évidemment, les tiers-lieux d'Oldenburg ne sont pas ceux qui fleurissent aujourd'hui à chaque coin de rue, mais le fait qu'aucun des acteurs de cette filière ne prenne la peine de discuter cette appellation originelle en dit long. La « convivialité » convoquée par Oldenburg reste le maître mot, une convivialité dénuée de socle, qui pourrait flotter seule sans s'encombrer des rapports politiques qui régissent notre monde. C'est une « convivialité » de façade, qui n'est ni violente ni agressive, qui ne tache pas. Ce sont des lieux dans lesquels, comme le dit Oldenburg toujours, « chacun est libre d'entrer et de sortir comme il le souhaite, dans lequel personne ne se doit d'être l'hôte [...] ». Des lieux dans lesquels chacun est quitte et peut choisir son niveau d'implication. Des lieux à consommer selon sa préférence et son emploi du temps salarié (puisque le travail reste l'activité principale de la vie).

De l'autre côté du spectre, plusieurs d'entre nous occupons des lieux qui ne sont pas « conviviaux » à la manière d'Oldenburg, où les rapports de classe, de race, de genre ne sont pas éludés, mais sont plutôt mis sur la table, qui sont difficiles, où on se cogne contre le réel pour paraphraser Lacan. Ce ne sont pas des lieux « sympas », mais ce sont des refuges, on n'y est pas « entre potes » mais entre naufragés. On n'y est jamais quitte, car seul celui qui possède peut se croire quitte. Ces lieux que nous occupons ressemblent à ces tiers-lieux marchandisés vus de loin, ils leur ressemblent mais en

moins efficaces, en moins « réussi ». Et c'est dans cette absence d'efficacité que réside toute la différence. L'essence d'un lieu n'est pas dans un mobilier en palettes, un logo stylisé ou des lumières de guinguette mais dans la façon dont on s'y organise. Nos velléités d'extrême horizontalité, de remise en cause permanente du rapport à l'argent, de réflexions infinies sur nos modes d'organisation ne visent pas simplement à maintenir un petit havre de paix, une cage dorée pour quelque mois dans un coin de la ville. Nous n'occupons pas pour notre confort personnel mais pour faire vivre des interstices qui serviront de relais à la lutte, qui permettront à certains et certaines de se réunir encore tant que nous le pourrons.

Il y a une certaine urgence à défendre l'existence de nos lieux plus largement, à venir les investir, les faire vivre, les faire perdurer. Non pas pour en tirer des bénéfices immédiats, mais pour que les interstices continuent à exister partout. Les défendre, c'est aussi choisir où on donne ses représentations, ses conférences, ses rendez-vous. Car la marchandisation des espaces a pour effet corollaire de formater les comportements des usagers et usagères : un lieu n'est plus grand-chose d'autre qu'un garage amélioré où répéter, jouer, se réunir. Peu importe qui le tient, comment on s'y organise ou ce qu'on y défend politiquement. On s'en sert et on s'en va, sans poser de questions. Et si en plus on a laissé un chèque, on peut partir sans remords, on est quitte.

L'espace et le temps sont les deux points nodaux des luttes à venir. Sans eux, nous serons nus face au fascisme qui arrive à grand pas. Extirper du temps aux employeurs, sortir de l'espace du monde marchand sont des actions qui peuvent paraître moins directes que d'autres, mais qui sont essentielles. S'organiser partout, créer des modèles le plus difficilement récupérables possibles, rester constant dans notre volonté non pas de voir des « alternatives » émerger dans une société moribonde, mais que ce monde achève de se décomposer pour qu'un autre puisse émerger.